

TEXTE POLITIQUE

adopté par les Assises des collectifs des 1^{er} et 2 décembre 2007

Note de présentation

L'adoption de ce texte est une étape.

Les collectifs avant les Assises ont discuté pendant quelques mois. La version adoptée aux Assises est le fruit de réécritures successives. Un premier texte, dont le principe était décidé en juin, a été élaboré après un débat lors d'un secrétariat élargi, réunissant fin août une trentaine de personnes, dont les 2/3 extérieur-es à la région parisienne (et où la parité pour l'occasion était un fait). Le texte a été retravaillé à partir ce qui ressortait des discussions sur le projet lors des ateliers des coordinations de septembre et octobre.

Le texte de référence pour la préparation des Assises (en archives sur le site) intègre de nombreux amendements arrivés avant les 27-28 octobre, des demandes de réécritures exprimées durant les ateliers. Des collectifs ont reformulé leurs propositions et de nombreux autres ont envoyé, encore jusqu'au week-end des 24 et 25 novembre

Tous les amendements arrivés, une centaine, sont sur le site, avec un répertoire : <http://www.gauchealternative.org/spip.php?rubrique153>.

Certains amendements sont venus souligner que la partie du texte au sujet du projet d'une alternative d'ensemble ne pouvait pas être développée autant qu'il aurait été souhaitable lors de ces Assises. Tout ce qui faisait un accord suffisant a donc été intégré dans ce texte car ces ajouts marquent une convergence entre des cultures différentes. Mais beaucoup témoignent aussi du besoin de produire d'autres documents, dans des journées de travail ou des Assises locales, départementales, régionales. Celles-ci devraient contribuer à la poursuite de l'élaboration collective, en vue d'alimenter l'ensemble des collectifs et permettre à des coordinations ultérieures, après discussion d'adopter de tels documents comme expression de notre élaboration commune.

Ce travail concernera notamment toute la partie du texte qui va de « Nous ne partons pas de rien », p. 6, jusqu'au titre « Regrouper celles et ceux qui portent la perspective unitaire », p. 8.

Une première liste de points à discuter a été établie lors des Assises, qui n'est pas limitative :

- prises de position au sujet des régimes anti-libéraux en Amérique latine (Venezuela, Bolivie, Équateur, autres...). De même, besoin de précisions sur d'autres domaines internationaux, à commencer par la remise en cause de la Françafrique et la solidarité avec la Palestine.

- bilan et responsabilités au sujet de la présidentielle, en fait de toute la phase depuis mai 2005.

- critique des modes de vie marchandisés amenant des replis sur la vie privée et la compétition, tant pour l'analyse que pour les propositions alternatives.

- toutes les questions de la complémentarité entre les exigences de la socialisation des richesses et le changement de mode de production.
- propositions de démocratie comme changement réel des pouvoirs, avec une dimension autogestionnaire et participative.
- objectifs et moyens d'une égalité de droit et de fait entre hommes et femmes.
- analyse des discriminations dont sont victimes les habitant-es des quartiers populaires où résident une grande parties de gens issus de l'immigration post-coloniale et élaborer des ripostes politiques communes visant à éradiquer ces fléaux qui risquent de gangrener la société.
- l'ensemble des problèmes posés par la culture dominante, sous les modalités de l'élitisme comme pour les aspects de moule hexagonal.
- les réflexions riches, du mouvement social (associations, syndicats, chercheur-ses) au sujet des transformations possibles et souhaitables du travail.
- tous les problèmes des médias tels qu'ils sont et ce à quoi ils devraient et pourraient contribuer.

Pour mettre en œuvre cette volonté décision, la commission nationale d'animation rassemblera les informations et les propositions des collectifs : afin que les initiatives locales soient des éléments qui poursuivent une élaboration commune.

Le présent texte n'est pas séparable de la charte de fonctionnement, ni du texte d'appel, et de toute notre implication dans les mobilisations en cours.

La mondialisation capitaliste, étroitement liée aux politiques de domination des pays riches, sème le chaos et menace la planète.

Le gaspillage des ressources de la planète, le pillage de celles du Sud va de pair avec l'explosion des inégalités sociales – inégalités entre le Nord et le Sud et au sein de chaque pays. Le réchauffement rapide de l'atmosphère, la pollution des mers, de l'air et de l'eau, le problème des déchets nucléaires, la disparition progressive de la biodiversité, la déforestation sont autant de conséquences d'un modèle de développement tourné vers le profit et destructeur de la nature comme des conditions de vie d'un grand nombre de personnes.

La puissance des marchés financiers, la suraccumulation des profits pour l'enrichissement sans bornes d'une infime minorité, la misère, le chômage et la précarité pour les deux tiers de l'humanité, l'esclavage même, le productivisme destructeur des équilibres écologiques et des structures quotidiennes des relations collectives, la généralisation du règlement des conflits par la guerre appellent une rupture à l'échelle du monde entier. Après avoir étendu l'exploitation du travail à toutes les activités productrices de biens et de services, le capitalisme néo-libéral prétend transformer toutes les activités de la vie humaine en marchandise, privatiser les services publics, démanteler la protection sociale, abolir le droit du travail.

Le FMI, et l'OMC, qui sont des outils au service des marchés financiers, en lien avec les gouvernements libéraux et sociaux-libéraux, cherchent à imposer les contraintes de la politique néo-libérale partout dans le monde.

Il y a urgence à stopper cette logique dévastatrice. Il y a urgence à ce que les peuples interviennent et imposent une politique élaborée démocratiquement. Dans de nombreux pays, y compris en Europe, la résistance tente de s'organiser. Toutefois, l'actuelle construction européenne, loin de constituer une défense, comme certain-es l'ont cru, participe à cette mondialisation capitaliste. C'est une machine à broyer la souveraineté populaire, qui conforte le pouvoir des firmes transnationales, des fonds de pension et des marchés financiers. En France, la victoire de Sarkozy va se traduire par une tentative d'accentuation systématique de ces politiques.

La victoire de Sarkozy : un projet autoritaire et néo-libéral pour mettre la France au pas à l'heure de la mondialisation

La politique de la majorité de droite, applaudie par le MEDEF, s'affiche pour ce qu'elle est : un projet autoritaire et néo-libéral systématique qui vise à mettre la France au pas à l'heure de la mondialisation en cassant les acquis sociaux conquis depuis un siècle. Franchise médicale, bouclier fiscal pour les plus riches, exonération des droits de succession des gros patrimoines, défiscalisation et suppression des cotisations pour les heures supplémentaires, limitations du droit de grève (notamment par l'instauration du service minimum dans les transports), dépenalisation du droit des affaires, xénophobie d'État contre les étranger-es, durcissement systématique du traitement de la récidive, alourdissement du régime pénal des mineur-es, privatisation de GDF, TVA sociale, soumission des universités à une privatisation de plus en plus criante, suppression de 11 000 postes dans l'éducation nationale, suppression des régimes spéciaux de retraite, tentative de faire passer la substance du traité constitutionnel européen rejeté, courbettes à Bush, rarement un programme a aussi ouvertement présenté ses choix sociaux :

favorable aux plus riches et au patronat, hostile aux plus démunis, répressif, réactionnaire, dangereux.

Pourtant, cette victoire n'était pas inéluctable. Notre pays avait manifesté à de nombreuses reprises son refus du néo-libéralisme. Que s'est-il passé ?

Pour certain-es, « *la France est à droite* ». Une telle affirmation rend incompréhensible l'histoire politique et sociale de ces vingt-cinq dernières années, y compris les plus récentes. À droite, la France qui soutient les grèves de 1995 et se mobilise pour la défense des retraites ? À droite, le Non à l'Europe néo-libérale ? À droite, la France qui défend les services publics, inflige une cinglante défaite à la droite aux élections européennes et régionales, rejette le CPE ? Cela n'a pas plus de sens de prétendre que la France est à droite qu'il y en aurait à affirmer qu'elle est à gauche : ce qui rendrait la victoire de Sarkozy à son tour incompréhensible. À droite ou à gauche les révoltes des jeunes des quartiers populaires ? Ni l'un ni l'autre évidemment, mais elles traduisaient bien le caractère devenu insupportable de leur situation.

Non. La réalité est plus complexe et instable. Notre pays est confronté à la violence du capitalisme mondial. Presque toutes les couches sociales sont traversées par des mouvements et des aspirations contradictoires. Cela produit une grande nervosité politique. Nombreux-ses sont celles et ceux qui cherchent une issue, d'un côté puis de l'autre.

Sarkozy a gagné sur une promesse de volontarisme politique et d'efficacité. Son habileté et, surtout, l'incapacité de la gauche lui ont permis d'incarner le changement, y compris pour une partie des couches populaires. Cette situation n'a été rendue possible que par la faillite de la gauche. Faillite de sa composante sociale-libérale : il est une fois de plus démontré que l'orientation majoritaire du PS, qui a intégré la logique du néo-libéralisme, ne permet pas de mobiliser suffisamment les couches populaires et d'entraîner le pays. La tentation d'alliance au centre aggrave les choses.

Échec aussi de la gauche anti-libérale, qui ne pouvait incarner une alternative dans la dispersion.

Cette situation appelle un véritable débat de bilan de toute la phase depuis le 29 mai. Cela sera organisé par la commission nationale d'animation et donnera lieu à un point important de l'ordre du jour d'une coordination avant l'été 2008.

Rassembler la gauche de transformation sociale et écologique

Il n'y aura pas, nous le savons, de transformation sociale sans libération des femmes. Nous ne séparons donc pas les exigences féministes de l'anti-racisme, ni de l'anti-militarisme de l'alter-mondialisme et de l'internationalisme, ni l'urgence sociale de l'urgence écologiste.

Mais la défaite a été grave et profonde. Alors que faire ? Il faut immédiatement aider à l'organisation de toutes les formes de résistance à la politique de la droite et du patronat.

Nos perspectives exigent de résister, démystifier, convaincre, construire. Organiser bien sûr la résistance aux coups qui vont tomber, avec toutes les forces disponibles. Mais cela ne peut suffire. Le désarroi exige un travail en profondeur. La mystification sarkozyste

doit être démontée, y compris sur le plan idéologique. Il faut nous adresser à celles et ceux qu'elle a ébranlé-es ; de même que doivent être démystifiées les illusions de l'alternance entre une droite et une gauche sociale-libérale.

Cela ne sera vraiment possible qu'avec le rassemblement sur un programme de rupture de la gauche de transformation sociale.

Si la France n'est pas à droite, elle pourrait le devenir. Elle le deviendra si la gauche s'avère durablement incapable d'apporter une réponse crédible aux maux de notre société et aux problèmes des couches populaires. Là est la question centrale.

Cela ne viendra pas des sociaux-libéraux. Face aux mesures de Sarkozy, la direction du PS est aphone. Elle critique la méthode mais peine à se démarquer sur le fond. Loin de tirer le bilan de la période écoulée depuis le 21 avril 2002 et la victoire du Non au référendum, ses principaux responsables proposent une rénovation qui veut dire encore plus d'adaptation à la mondialisation néo-libérale, plus de concessions aux diktats des puissances économiques dominantes. La solution ne peut être de ce côté. Elle ne peut venir non plus d'une reconstitution de l'ex-gauche plurielle. Encore moins d'une ouverture au centre encore plus accentuée.

Dans ces conditions, la responsabilité de la gauche anti-libérale, de la gauche qui ne renonce pas à la transformation sociale, est considérable.

Il est indispensable d'approfondir le débat sur le projet et les propositions. Il faut tirer le bilan du double échec stratégique dont nous héritons. Parmi les tentatives de transformation révolutionnaire, certaines ont dégénéré et d'autres ont buté sur leur isolement. Les sociaux-démocrates qui prétendaient dépasser le capitalisme par une accumulation de réformes structurelles se sont finalement adaptés à lui. Avec la démocratie chrétienne, ils-elles ont été co-auteur-es de la conception néo-libérale de la construction européenne. Ils-elles se sont massivement convertis au social-libéralisme. Nous devons tirer le bilan de ce double échec qui nourrit un doute profond. Nous devons montrer qu'une toute autre politique est possible dans le monde actuel, avec ses mutations, ses dangers, ses défis.

Cela n'a rien d'incantatoire, malgré la victoire de la droite. Nombre des propositions que nous partageons avec toute la gauche de transformation sociale, en lien avec l'expérience du mouvement social, sont déjà majoritaires dans les attentes exprimées par la population : souveraineté populaire, services publics, protection sociale, pour un type de développement prenant en compte à la fois les urgences sociales et l'avenir de la planète, pour une autre Europe, pour une politique de paix et le refus de la soumission à la politique des États-unis.

Mais ce travail ne sera véritablement utile et même ne pourra être véritablement effectué que si se construit une force capable de porter une telle politique de transformation, d'agir et de poursuivre la réflexion y compris sur la nature et le rôle des partis. Les perspectives qui paraissent justes ne peuvent s'affirmer, se consolider, devenir une alternative effective sans que les conditions mêmes de l'activité politique changent : il est indispensable que se développent d'amples débats populaires, inséparables des luttes de rejet des mesures de la droite et du patronat. La conviction qu'un autre monde est possible se forgera au quotidien, au cœur des mouvements sociaux, à partir de propositions alternatives porteuses d'espoir.

Sans une force suffisante les meilleures propositions ne pourront créer une dynamique politique majoritaire à gauche et dans le pays.

Voilà pourquoi, malgré l'échec dramatique de l'unité lors des élections, nous ne devons pas et nous ne pouvons pas renoncer à l'objectif que s'étaient fixés les collectifs dès leur origine : le rassemblement durable de toutes les forces de la gauche de transformation sociale dans leur diversité pour déboucher sur une nouvelle force politique que la situation réclame.

Les formes de cette nouvelle force restent à définir : nouveau parti, rassemblement d'un nouveau type dans lequel cohabiteraient des regroupements différents, etc. Cela reste à débattre.

Lors de ces Assises nous décidons de proposer à l'ensemble des forces concernées de préparer des États généraux de la gauche de transformation sociale afin de construire ce rassemblement. Il s'agit évidemment des réseaux, des milliers de militantes des associations et des syndicats du mouvement social, des citoyen-nes non-encartés qui aspirent à la création d'un tel rassemblement, de toutes les forces du Non de gauche du 29 mai, des courants politiques, des partis politiques, qui aspirent à la création d'un tel rassemblement visant une alternative radicale au système dominant d'un capitalisme prédateur.

Vu l'urgence politique, il est souhaitable que ces États généraux se réunissent en 2008 afin de lancer cette nouvelle force le plus rapidement possible.

Nous ne partons pas de rien. Des exigences portées par les luttes depuis novembre-décembre 1995 au 29 mai 2005, une possibilité d'alternative aux politiques néolibérales se dessinait. Avec la même urgence, il faut :

Changer l'ordre des priorités : ne pas subordonner la vie de tou-tes et l'avenir de la planète à l'accumulation des profits par quelques-un-es ; combattre tous les systèmes de domination, considérer que la société est la fin et l'économie le moyen ; envisager un nouveau modèle social plus égalitaire, c'est-à-dire fondé sur une nouvelle organisation sociale et de nouveaux modes de vie, de nouveaux rapports dans le travail, de nouveaux objectifs et formes de production, de nouveaux rapports dans le travail, dans un meilleur équilibre entre consommation individuelle et services collectifs, dans le respect d'une contrainte forte, celle de la rareté des biens et ressources mondiales, en premier lieu l'énergie. Cela nécessite un changement radical de perspective politique, sociale, culturelle et bien évidemment économique et écologique. Cela implique en premier lieu une garantie de ressources décentes pour tou-tes et la possibilité de choisir où et comment mener sa vie personnelle, professionnelle et sociale.

Se doter de moyens pour affirmer la volonté collective d'impulser un nouveau modèle social et écologique de production, de distribution et de consommation des ressources naturelles et des produits du travail.

Pour aller vers ce but, il faut remettre en cause la spirale des privatisations, en restaurant, en étendant et en démocratisant les services publics, en confortant l'économie sociale et solidaire, en se réappropriant les secteurs essentiels de l'économie et des services, en donnant de nouveaux droits aux salarié-es dans les entreprises. L'objectif de la vie économique ne doit pas être la croissance pour elle-même, mais le développement des capacités humaines ; le critère ne doit pas être la rentabilité financière, mais l'utilité sociale des activités et des productions et l'épanouissement de chacun-e.

Les modes de consommation de masse génèrent des replis sur la vie privée et font obstacle aux solidarités collectives. Changer de modèle reviendra à élaborer collectivement des choix de production et de consommation capables à la fois de respecter la nature et les équilibres écologiques, et de satisfaire les besoins individuels et collectifs. Cela nécessite le développement des biens communs, ainsi que l'appropriation

sociale et la gestion démocratique des grandes industries de biens et de service par les salarié-es et les usager-es.

Changer les priorités économiques et sociales, refuser les nuisances et les gaspillages de la société capitaliste, et en développant des produits durables, économes en énergie et inoffensifs pour la santé et l'environnement, en répartissant les richesses disponibles prioritairement vers les plus démunis, en orientant les ressources pour la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux

En finir avec le mal-logement dont souffrent des centaines de milliers de familles (avec toutes les mesures d'une autre politique).

Refonder la protection sociale contre le chômage et la précarité, et créer un statut de vie sociale et professionnelle pour tou-ttes, avec ou sans emploi, assurant une garantie de revenu décent.

Reconnaître l'urgence écologique en remettant en cause le productivisme du modèle de développement capitaliste, en réaffirmant le lien nécessaire entre justice sociale et préservation de l'environnement, en abordant de façon démocratique et sociale les enjeux et les défis du réchauffement de la planète. Nos propositions doivent déboucher sur une modification en profondeur des politiques agricoles, industrielles, énergétiques et de transports.

Faire de la démocratie le but et le moyen prioritaires de l'exercice du pouvoir. L'exercice des pouvoirs signifie l'intervention directe des peuples sur toutes les décisions concernant leur vie individuelle et collective, notamment dans l'organisation du travail, dans les choix de production et de consommation, dans leurs communes, à l'école et jusqu'au gouvernement.

Dans l'immédiat, cela signifie d'ouvrir la voie à une VI^e république. Celle-ci ne saurait se réduire à des modifications institutionnelles ; elle doit être démocratique et sociale, représentative et participative, laïque et émancipatrice : en affirmant la primauté des droits, du bien commun et de l'intérêt général, en cassant la logique de confiscation des pouvoirs, en étendant la logique démocratique au monde de l'entreprise. En reconnaissant tous les droits civiques et politiques aux étranger-es résident-es.

En développant une action contre toutes les discriminations, à l'encontre des personnes handicapées notamment, comme en se battant pour l'égalité des droits quelles que soient les orientations sexuelles

Changer radicalement la place des femmes, en combattant toute discrimination de sexe, en luttant contre la domination patriarcale, en considérant que l'émancipation féminine, qui ne concerne pas un groupe mais l'égalité dans la société tout entière, est un élément fondamental de la transformation sociale.

Engager véritablement la lutte pour l'égalité, contre toutes les formes de racisme et contre les discriminations héritées du passé colonial.

Changer la donne pour les jeunes, en intégrant la question de leur place, de leur rôle et de leur avenir comme une question politique majeure. Leurs conditions de vie, de travail et d'étude seront sensiblement améliorées, les solidarités inter-générationnelles seront réaffirmées,

Changer la donne du partage des connaissances et des cultures. Combattre les inégalités scolaires, ouvrir à toutes et à tous les arts et œuvres de l'esprit ; permettre à chacun-e de maîtriser toutes les technologies de communication ; développer une

démocratie culturelle associant citoyen-nes et professionnel-les ; promouvoir le respect de toutes les cultures et le principe d'exception culturelle pour tous les peuples, afin de protéger la diversité culturelle en la mettant à l'abri des règles du marché ; se donner les moyens d'une véritable éducation populaire, en transformant l'école pour qu'elle soit un lieu d'apprentissage de la citoyenneté, de l'esprit critique et du respect.

Changer la réalité et l'avenir de l'Europe. Nous ne laisserons pas les règles néo-libérales européennes étouffer notre action de transformation. Nous mènerons bataille, en prenant appui sur les citoyennes et les citoyens de tous les peuples d'Europe, pour une transformation profonde de la construction européenne. Nous refusons le nouveau traité modificatif européen qui reprend l'essentiel du TCE. et nous exigeons le retrait des traités existants depuis le Traité de Rome.

Nous luttons pour un nouveau texte fondateur de l'Europe se substituant aux traités européens.

Changer les relations internationales aussi. Nous voulons que la France joue un tout autre rôle en Europe et dans le monde, en refusant la logique de la guerre économique et de la guerre sans fin et sans limite, en agissant non comme une puissance impériale mais comme un ferment de paix, de justice, de solidarité et de démocratie. Nous voulons qu'elle contribue au développement économiquement et écologiquement responsable de la planète : qu'elle cesse de piller et change ses relations avec les pays pauvres ainsi qu'avec les mouvements de libération et d'émancipation du capitalisme. La solidarité avec la Palestine est aujourd'hui une priorité.

Pour nous, il s'agit d'affirmer une alternative qui permette de ne plus subir les politiques néo-libérales et la logique du capitalisme : la satisfaction des besoins et la création d'emplois stables sont des éléments décisifs d'un autre ordre de la production. Nous l'opposons aux défenseur-ses des politiques néo-libérales, qui prétendent que la course au profit se confond avec "l'efficacité économique" en masquant ainsi les gaspillages et les gâchis. Tout au contraire, la justice est la condition d'une tout autre efficacité dans un nouveau modèle social et écologique de production attentif avant tout aux êtres humains et à leur environnement. L'ensemble des exigences portées par les mobilisations sociales, l'effectivité des droits pour toutes et tous, l'extension des services publics, les dépenses de santé, éducatives ou culturelles sont des investissements majeurs qu'il ne saurait être question de restreindre : ce qui suppose la remise en cause de l'appropriation privée des grands moyens de production et financiers.

Avant l'éclatement des possibilités de l'unité pour des candidatures anti-libérales, nous portons des alternatives réelles. Nous ne nous résignons pas et en portons la perspective. La charte des collectifs du 29 mai puis par les 125 propositions des collectifs unitaires sont des références essentielles de notre regroupement, une étape et des points de départ pour notre élaboration collective qui doit se poursuivre

Regrouper celles et ceux qui portent la perspective unitaire

L'objectif du rassemblement de la gauche de transformation ne saurait être confondu avec notre entreprise immédiate ; les États généraux que nous proposons avec nos Assises ; ce que nous visons avec ce que nous faisons immédiatement L'expérience douloureuse que nous venons de connaître conduit à la conclusion suivante : celles et ceux qui portent cette perspective unitaire doivent s'engager à la considérer comme prioritaire à tout intérêt étroit de parti ou de personne.

Nous rechercherons l'unité la plus large de celles et ceux avec qui doit se construire une alternative capable de victoire. Le plus tôt sera le mieux. Mais nous ne pouvons uniquement dépendre des décisions et refus de ces partis.

Celles et ceux qui portent la volonté unitaire doivent se regrouper : aux militant-es des multiples structures, qui dans leur diversité sont autant d'acteur-rices du même mouvement (groupes locaux, clubs, réseaux de mobilisation, courants, partis), nous proposons que leur participation aux collectifs nous permette de construire en commun une perspective, une alternative au néo-libéralisme. Le mouvement des collectifs issu de ces Assises se conçoit comme un élément nécessaire à la réussite du rassemblement de la gauche de transformation sociale, un creuset où toutes les sensibilités poursuivront l'apprentissage du travail en commun, favorisant ainsi la construction du mouvement large et unitaire qui seul peut permettre une alternative progressiste.

Il constitue un facteur nécessaire de sa réussite. Il entend être un creuset où toutes les sensibilités poursuivront le long apprentissage du travail en commun, partie prenante du mouvement large et unitaire qu'il faut construire.

Il ne s'agit donc pas de construire un nouveau parti à côté des autres. Il s'agit de se doter des moyens de réflexion et d'action, confrontés à deux risques qu'il nous faut absolument éviter : le club de discussion cartellisé et incapable d'agir ; le nouveau petit parti qui s'ajoute aux autres et renonce en pratique à construire l'unité de toute la gauche de transformation sociale. Nous savons que c'est difficile.

Notre volonté d'éviter ces deux écueils se traduira dans nos formes de coordination, l'action quotidienne et le travail d'élaboration.

Nous ne cherchons pas à construire une chapelle de plus, qu'on l'appelle parti ou autrement. Nous sommes une coordination de collectifs souverains oeuvrant à rassembler tous les courants de la gauche de transformation sociale.

Nous devons mieux coordonner les collectifs et disposer de capacités d'actions propres. Pour cela, nous cherchons à inventer immédiatement une nouvelle forme de regroupement différente des partis (voir la Charte de fonctionnement) :

1) Un regroupement fédératif de collectifs souverains qui visent à répondre de façon unifiée aux questions politiques et sociales. Les instances de coordination sont des lieux qui permettent aux collectifs d'échanger, de se coordonner et de promouvoir des axes de réflexion et des actions.

2) Les collectifs regroupent des individus, où chacun-e compte pour un-e et peut appartenir à toute organisation de son choix.

3) Nous voulons rassembler des personnes de cultures différentes qui doivent se confronter, se répondre, pour se dépasser. Les différences et les divergences seront des éléments durables.

En conséquence, nous recherchons le consensus avant de prendre une décision. L'objectif est de construire les convergences entre sensibilités et expériences proches mais différentes.

Au quotidien, nous commencerons systématiquement par proposer l'action commune des forces de la gauche de transformation sociale, comme nous l'avons fait pour que débute une campagne unitaire contre le projet de nouveau traité européen.

A chaque échéance, électorale ou autre, nous cherchons à reconstruire l'arc de forces de la gauche de transformation sociale le plus large possible ou à défaut un

rassemblement partiel de ces forces. Si toutes les tentatives échouent, nous gardons la possibilité d'avoir nos propres candidat-es, et nos propres initiatives.

L'alternative : une perspective au quotidien

Nous ne prétendons ni à un programme, ni à un projet construit à partir de nos seules réflexions. Nous travaillerons à la poursuite de l'élaboration d'un projet écologiste, féministe, anti-raciste et de transformation sociale. Ses lignes de forces sont connues et largement partagées. Nous proposerons que l'approfondissement de l'élaboration se fasse dans le dialogue avec les mouvements sociaux et toutes les forces de la gauche de transformation sociale.

Dans les mobilisations de ces dernières années comme dans l'expérience des collectifs depuis 2005, des lignes de force s'affirment, les discussions se précisent, les exigences s'approfondissent : convergence entre l'urgence sociale et l'urgence écologique, rejet du sexisme, lutte pour l'égalité, contre les discriminations et le racisme, droits à l'emploi et à la protection sociale, développement des services publics, transformation démocratique des institutions, politique active contre la guerre, Europe sociale et solidaire, nouvelles relations avec les pays du Sud, etc.)...

On ne peut en rester là. La réflexion et l'élaboration doivent être poursuivies pour les compléter, consolider la convergence sur les axes forts de la transformation sociale, préciser le projet et les propositions. Les sujets à approfondir sont nombreux : la politique de Sarkozy et les raisons de sa victoire ; le contexte international, les transformations du capitalisme et les risques de guerre ; l'évolution de la situation économique ; la place du travail et la notion de revenu ; la consolidation des systèmes de protection sociale ; l'appropriation sociale ; la formation ; la situation des femmes, des migrant-es, des jeunes, des retraité-es, des personnes handicapées ; l'égalité des droits et la lutte contre le racisme et les discriminations ; la démocratie représentative et participative ; la conception du pouvoir et de ses limites ; le lien entre enjeux écologiques et sociaux ; le développement et le productivisme ; la construction européenne ; les relations Nord-Sud ; le dépassement nécessaire du capitalisme ; la conception de la représentation politique et la forme parti ; les liens entre l'organisation politique et les autres formes d'organisation sociales qui exprime des alternatives, etc. La liste n'est bien entendu pas limitative.

Nous ne partons pas de rien mais face à l'offensive idéologique néo-libérale, nous devons rapidement relever le défi du travail sur le projet, sur la vision du monde que nous voulons et pouvons produire en commun.

Il ne s'agit pas seulement de chercher une majorité de gouvernement, mais de mener à bien la transformation des institutions et de la société en lien avec les mouvements sociaux et citoyens. Cette démarche exige que la délégation de pouvoir ne soit plus le carcan des mobilisations dès qu'elles affirment des exigences politiques.

Nous entendons y contribuer en développant les expériences décentralisées liées aux mouvements sociaux, un vrai travail de terrain permettant de nouer des liens avec le tissu syndical et associatif, avec les milieux aujourd'hui insuffisamment représentés dans nos divers groupes.

Il existe des collectifs nationaux unitaires coordonnant les luttes de résistance et de refus des politiques de la droite : franchise médicale, services publics, expulsions, lois de

délation et de répression des jeunes et des pauvres, droit réel aux emplois et code du travail, Grenelle de l'environnement alternatif et citoyen, collectif contre le nouveau traité européen, etc. Nous y participons. De même, les collectifs s'inscrivent dans la continuité du mouvement alter-mondialiste et participeront dans l'unité à la préparation de ses prochaines initiatives. Nous aidons à faire connaître leurs propositions et, plus largement, celles du mouvement social.

Nous appelons les milliers de citoyen-nes qui ne se résignent pas à l'ordre social existant et qui n'acceptent pas la dispersion dramatique de la gauche de transformation sociale à rejoindre les collectifs et à en créer de nouveaux.